

Le budget

réductions ne seront pas leur coup de mort parce qu'ils ont d'autres sources de financement.

En Colombie-Britannique et à Terre-Neuve, où le financement est assuré principalement par le gouvernement fédéral sans la participation des provinces jusqu'ici, nous devons de toute évidence trouver des partenaires afin de garantir les services aux femmes, que ce soit par les centres féminins ou par d'autres agences et groupes. Nous avons ici l'occasion d'examiner ces questions. Je déplore que le plus souvent, les femmes pauvres soient les seules à s'intéresser à ces questions. Il faut rejoindre beaucoup d'autres femmes qui peuvent compter sur mon aide. Je m'engage à les aider à se sortir de ces difficultés, et je sollicite votre appui.

M. le vice-président: Je regrette, mais la ministre a épuisé son temps de parole. Le débat se poursuit avec l'intervention du député de Comox—Alberni.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, en fin de compte, je suis très heureux d'entendre la ministre associée de la Défense dans ce débat sur le budget.

Quand on songe aux problèmes auxquels le Canada se heurte de nos jours, j'estime que si on le leur demandait, les Canadiens répondraient qu'ils se préoccupent tous du budget. Ils s'inquiètent du déficit et de ses répercussions, non seulement pour eux, mais aussi pour les générations futures. Quel avenir attend nos enfants qui auront à supporter le poids énorme du déficit que les gouvernements ont accumulé depuis les années 60?

Pour éponger le déficit, nous savons, d'un côté comme de l'autre de la Chambre, que le ministre des Finances ne dispose que de trois moyens. Il peut augmenter les impôts.

M. Milliken: Ce qu'il a fait 31 fois.

M. Skelly (Comox—Alberni): Les conservateurs sont des experts quand vient le temps de hausser les impôts. Mon collègue dit qu'ils les ont augmentés à 31 reprises.

M. Larrivée: Pour payer leur dette.

M. Skelly (Comox—Alberni): J'ai toujours cru qu'en prenant charge d'une maison, on prenait également charge de son hypothèque. C'est donc maintenant votre dette, que vous avez la responsabilité de rembourser.

Vous avez pris charge de l'hypothèque. Il vous incombe de prendre les mesures qui s'imposent. Vous ne pouvez plus blâmer les libéraux. Nous savons tous quels sont leurs torts. Vous êtes maintenant aux commandes et c'est à vous de faire face à la musique.

Vous avez augmenté les impôts 31 fois depuis 1984. Laissez-moi vous dire, monsieur le Président, qu'il n'y a pas moyen d'imposer davantage les Canadiens à faible revenu et à revenu moyen; c'est l'avis des gens de ce côté-ci de la Chambre.

Je ne dis pas qu'il est impossible de lever des taxes ou des impôts, parce qu'il y a des gens qui y ont carrément échappé au cours des cinq ou six dernières années, étant donné que les conservateurs ont préféré augmenter la charge fiscale des pauvres et des gens à revenu moyen.

En fait, depuis 1984, les Canadiens les mieux nantis, ceux dont le revenu est le plus élevé, reçoivent du gouvernement conservateur un dividende de 1 000 \$ pour leurs impôts. Comment se fait-il que les riches reçoivent de l'argent, tandis que les pauvres doivent déboursier davantage sous un régime conservateur? Est-ce parce que le parti au pouvoir est conservateur?

• (1740)

L'autre groupe qui est exonéré d'impôt depuis plusieurs années, depuis 1984 plus exactement, est constitué des 80 000 à 90 000 sociétés rentables, dont certaines de celles auxquelles mon collègue, le député de Nickel Belt, a décerné le prix de la société parasite de la semaine plus tôt aujourd'hui. En dépit du fait qu'elles font des bénéfices, en dépit du fait qu'elles se portent très bien merci grâce aux allègements fiscaux que leur accorde le gouvernement, elles ne paient pas d'impôt du tout. Par conséquent, le fardeau fiscal du pays n'est pas réparti équitablement, et une grande partie de la population canadienne qui a un revenu et qui serait en moyen de contribuer à la réduction du déficit en payant de l'impôt ne fait pas sa part. C'est pour cela que le problème d'endettement est aussi grave.

L'autre moyen que l'on pourrait prendre pour réduire le déficit est de comprimer les dépenses. Le ministre qui vient de parler représente un secteur du gouvernement canadien où nous pouvons réduire les dépenses. Chacun d'entre nous doit faire sa part pour les réduire. Le budget